



Communiqué de presse

Réaction de la FCPE Paris suite à la diffusion de l'émission Cash Investigation du jeudi 29 janvier 2026

Paris, le 31 janvier 2026,

Le magazine Cash Investigation, qui a montré jeudi 29 janvier des violences inacceptables faites aux enfants dans des écoles parisiennes, ne peut décemment rester sans réponse.

La FCPE Paris demande qu'un audit approfondi et indépendant soit immédiatement lancé pour évaluer la situation du périscolaire à Paris.

Comment est-ce possible que des dysfonctionnements évidents, à nouveau objectivés dans cette enquête, remontés inlassablement par les parents d'élèves aient été aussi peu pris en comptes depuis tant d'années ?

La FCPE Paris réitère sa demande de création d'une structure indépendante et clairement identifiée à laquelle les parents peuvent signaler directement des faits de violences sexuelles, physiques, éducatives et psychologiques, envers leurs enfants dans le cadre périscolaire mais aussi scolaire où des dysfonctionnements sont également remontés depuis de nombreuses années. La création d'un défenseur des droits de enfants à Paris n'a qu'en partie répondu à notre demande. Aujourd'hui la réponse de sa titulaire doit être sans concession car il en va de sa crédibilité et l'institution scolaire se doit également de créer une cellule de signalement.

Les parents d'élèves ont trop souvent entendu : « personne n'a jamais eu de problème avec ce professionnel » ou « il/elle a tout de même 20 ans d'expérience », comme seule réponse à leurs alertes.

Face aux violences systémiques envers les enfants, la FCPE Paris n'oublie pas que la majorité des violences ont lieu dans le cadre familial et invite l'ensemble des parents à se mobiliser en aiguisant leur regard sur les signaux faibles et les protocoles d'alertes. La FCPE Paris insiste aussi et surtout sur la nécessité d'une **une vraie professionnalisation de la filière périscolaire et une prise en charge des enfants victimes sur le long terme.**

Plus largement, la FCPE exige que **des mesures fortes soient mises en œuvre à tous les niveaux de la société pour la protection de nos enfants** qui feront le monde de demain. Comment pouvons-nous nous soucier si peu de notre avenir ?

Des moyens massifs financiers, humains, judiciaires doivent être engagés pour que le sentiment d'omerta ressenti par les parents puisse enfin cesser.